

Prise de parole CGT- Frédérique Landas, secrétaire du comité régional CGT Picardie -31 mars 2016 – Beauvais

Comme les 9, 17 et 24 mars, étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es , privé-es d'emploi et retraité-es ont montré ce jour toute leur détermination à obtenir le retrait du projet de loi travail.

Nous avons bien compris le principe mis en œuvre par ce projet : **travailler plus, être payé moins et pouvoir être viré plus facilement !**

Les modifications/ aménagements annoncés par le gouvernement ne changent rien à l'affaire : le **texte** présenté au Conseil des ministres reste **toxique** pour les salariés d'aujourd'hui et de demain.

De toute évidence, ce texte **ne permettra pas les créations nécessaires d'emplois, généralisera la précarité et aggravera les inégalités professionnelles notamment envers les femmes et les jeunes.**

C'est ce que montre l'exemple des pays européens ayant suivi cette voie : une réforme demandée du travail injuste pour les travailleurs, inefficace pour l'économie, inutile pour l'emploi.

Dans ce contexte où l'emploi et les salaires restent des préoccupations majeures, il est urgent de développer des emplois stables, de qualité et de nouveaux droits sociaux. Car des **droits nouveaux, des garanties fortes, des protections effectives ne sont pas l'ennemi de l'emploi mais au contraire, le favorise.**

C'est le fondement du projet de **code du travail du 21 eme siècle** que porte la CGT.

Il nous faut :

- Un même code un travail pour tous
- Réduire le temps de travail pour travailler moins, travailler mieux, travailler tous (la CGT revendique ainsi 32h hebdomadaires avec maintien de salaire).
- Valoriser les expériences et sécuriser les parcours professionnels par un nouveau statut du travail salarié
- Pouvoir bien faire son travail avec une nouvelle démocratie sociale partant de l'expression de salariés

A l'issue de cette journée le gouvernement doit répondre !

Si tel n'est pas le cas, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, union syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL vous invitent à débattre de la poursuite de l'action et

renforcer les mobilisations par l'interpellation des députés et sénateurs, par de nouvelles grèves et manifestations.

Nous l'avons vu avec la question de la déchéance de nationalité, le gouvernement peut reculer,

Alors on ne lâche rien !

Continuons la lutte pour faire plier le gouvernement et l'obliger à retirer ce projet de **loi nocif**.